

CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

Objet du marché :

**Vérifications et maintenance préventive et corrective des
extincteurs, Réseaux d'Incendie Armés, colonnes sèches,
poteaux d'incendie installés dans les établissements de
l'UGECAM Alsace**

Période 2025 – 2028

Marché N° - 006/2024

Etablissements concernés :

**Ensemble des
Etablissements de Santé de l'UGECAM Alsace
Du Bas-Rhin et du Haut Rhin**

Table des matières

Article 1 – Préambule	3
Article 2 – Objet du marché	4
Article 3 – Caractéristiques de la maintenance	5
Article 4 – Définition des prestations	6
Article 5 – Connaissance des lieux	6
Article 6 – Obligations du titulaire	7
Article 7 – Modalités de réalisation des prestations	7
Article 8 – Opération de maintenance préventive	9
A – Extincteurs	10
A1 Extincteurs à eau	10
A2 Extincteurs à poudre	11
A3 Extincteurs à CO2 :	11
B – Robinets d'Incendie Armés	12
C – Colonnes sèches	12
D – Poteaux d'incendie	12
Article 9 – Opération de maintenance curative	13
Annexe 1 CCTP – livret d'accueil des prestataires	

Article 1 – Préambule

Afin de séparer les rôles de régulateur et d'opérateur de l'Assurance Maladie, la création d'organismes de Sécurité Sociale dédiés à la gestion d'établissements s'est imposée. 13 Unions pour la gestion des établissements des caisses de l'Assurance Maladie (UGECAM) ont ainsi été créées en 2000.

Organismes de droit privé à but non lucratif, les UGECAM gèrent l'ensemble des établissements et des services sanitaires et médico-sociaux privés d'intérêt collectif (ESPIC) de l'Assurance Maladie. Les UGECAM orientent, organisent et développent leurs activités en cohérence avec les besoins de leur territoire de santé. Elles sont garantes des valeurs de l'Assurance Maladie : l'accès et la continuité des soins pour tous.

Avec plus d'1.1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, le Groupe UGECAM est un opérateur majeur de santé privé non lucratif, particulièrement présent dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 5% des soins de suite) et le secteur médico-social (26% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés).

Le Groupe UGECAM compte 239 établissements et services sanitaires et médico-sociaux, 15 455 lits et places et 14 000 salariés.

L'Union des Groupement des Etablissements de la Caisse d'Assurance Maladie (UGECAM) Alsace se compose de :

- 9 établissements sanitaires
- 1 mixte SMR + EHPAD
- 1 médico-social EHPAD + MAS
- 1 Hôpital psychiatrique spécialisé

L'ensemble des professionnels de santé de ces établissements sont des salariés de l'UGECAM Alsace.

Article 2 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet les vérifications et maintenance préventive et corrective des extincteurs, Réseaux d'Incendie Armés, colonnes sèches, poteaux d'incendie installés dans les établissements de l'UGECAM Alsace ci-dessous nommés :

Sur le département du Bas-Rhin (67) :

Résidence de Saâles - Route du Hantz - 67420 SAALES

☎ 03 88 47 50 50

Centre de Réadaptation Fonctionnelle de Schirmeck - 32 Rue de l'Ancien Sanatorium - 67133 SCHIRMECK CEDEX

☎ 03 88 49 62 62

I.U.R.C. Strasbourg - 45 Boulevard Clemenceau - 67082 STRASBOURG CEDEX

☎ 03 88 21 15 15

I.U.R.C. Illkirch - 10 Avenue Achille Baumann - BP 80096 - 67403 ILLKIRCH CEDEX

☎ 03 69 06 30 71

CERRAN de Morsbronn-les-Bains - 12 Route de Haguenau - 67360 MORSEBRONN-LES-BAINS

☎ 03 88 09 83 00

CERRAN de Niederbronn-les-Bains - 10 Rue du Maréchal Leclerc - 67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS

☎ 03 88 80 88 80

Centre Médical de Liebfrauenthal - 67360 LIEBFRAUENTHAL

☎ 03 88 09 83 00

Sur le département du Haut-Rhin (68) :

Centre Médical Sainte Anne - JUNGHOLTZ - BP 77 - 68502 GUEBWILLER CEDEX

☎ 03 89 74 75 76

Centre Médical de Luppach - Lieu-dit LUPPACH - 68480 BOUXWILLER

☎ 03 89 08 29 29

Centre Médical de Lalance - BP 69 - 68460 LUTTERBACH

☎ 03 89 50 67 50

CR Colmar – 63 rue de l'Oberharth – 68000 COLMAR

☎ 03 76 08 03 00

Centre médical le Roggenberg – 12 rue Brulée – 68130 ALTKIRCH

☎ 03 76 08 03 00

Centre Médical Le Schimmel - BP 18 - 68290 MASEVAUX

☎ Etablissement fermé – maintien de la maintenance des poteaux d'incendie

Article 3 – Caractéristiques de la maintenance

Sans vouloir être exhaustive, la liste énumérative ci-dessous de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont imposés.

Le titulaire est réputé avoir une connaissance exhaustive des normes et réglementations.

- La vérification sera effectuée selon les "Principes Généraux de Vérification et d'Entretien des appareils Extincteurs" édités par le Comité National du Matériel d'Incendie et de Sécurité (CNMIS).
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP). **Article MS 38 paragraphe 4 de l'arrêté du 25 juin 1980**
- Le code du travail (**R4224-17 et R4227-39**).
- Le code de la santé publique
- Selon le guide de maintenance des extincteurs mobiles AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF S61-919 de juillet 2004 et ces annexes**, relative au contrôle, à l'entretien et à la révision en atelier des extincteurs portatifs.
- Selon le guide de maintenance des extincteurs mobiles AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF S61-922 de juin 1999**, relative aux conditions de réalisation du service de la maintenance préventive et corrective des extincteurs portatifs, mobiles et fixes, sur site et/ou en centre de maintenance.
- Selon le guide de maintenance du matériel de lutte contre l'incendie AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF S61-758 de juin 2007**, relative aux exigences des prises d'incendie pour réseaux de colonnes sèches et de colonnes en charge installés dans les bâtiments.
- Selon le guide de maintenance des extincteurs mobiles AFNOR Certification / FFMI, la norme **NFS S61-759 de juin 2007**, relative aux règles d'installation et de maintenance des colonnes d'incendie sèche et en charge.
- Selon le guide de maintenance des extincteurs mobiles AFNOR Certification / FFMI, la norme **NFS S61-917 d'avril 2002**, relative aux caractéristiques et essais relatifs aux extincteurs automatiques installés de façon fixe au-dessus d'un risque de feux de classe A ou B.
- Selon le guide de maintenance Installations fixes de lutte contre l'incendie AFNOR Certification / FFMI, la norme **NFS S62-201 de novembre 2020**, relative Matériel de lutte contre l'incendie - Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (R.I.A.) - Règles de conception, d'installation, de réception et de maintenance
- Selon le guide de maintenance des installations fixes de lutte contre l'incendie AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF EN 671-1 de juin 2012**, relative Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 1 : robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides.

- Selon le guide de maintenance des installations fixes de lutte contre l'incendie AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF EN 671-2 de juin 2012**, relative Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 2 : postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats
- Selon le guide de maintenance des installations fixes de lutte contre l'incendie AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF EN 671-3 de mai 2009**, relative Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 3 : maintenance des robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats
- Selon le guide de maintenance des extincteurs portatifs AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF EN 3-7+A1 de juillet 2007**, relative aux exigences de performance et les méthodes d'essai relatives aux extincteurs d'incendie portatifs
- Selon le guide de maintenance des extincteurs portatifs AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF EN 3-9 de février 2008**, relative à la résistance à la pression des extincteurs au dioxyde de carbone
- Selon le guide de maintenance des extincteurs portatifs AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF EN 3-10 de janvier 2010**, dispositions pour l'évaluation de la conformité d'un extincteur d'incendie portatif à l'EN 3-7.
- Selon le guide de maintenance des Poteaux et bouches d'incendie sous pression AFNOR Certification / FFMI, la norme **NF S62-200 de juin 2019**, relative aux règles d'installation, de réception et de maintenance des poteaux et bouches d'incendie raccordés à un réseau d'eau sous pression, qu'ils soient sur le domaine public ou sur le domaine privé

Article 4 – Définition des prestations

Le marché a pour objet des prestations relatives à la maintenance préventive et corrective des extincteurs, Réseaux d'Incendie Armés, colonnes sèches, poteaux d'incendie.

Le Titulaire s'engage dans le cadre d'une prestation de services à assurer l'ensemble des travaux de maintenance incluant la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour maintenir les installations en bon état de fonctionnement et pallier à tout type de dysfonctionnement de façon à maintenir le bon état du parc.

La prestation de maintenance doit répondre aux normes en vigueur et à venir qui s'appliquent au présent marché.

Les visites et travaux de maintenances préventives ont pour but de : détecter des défaillances et les corriger avant qu'elles n'impactent le fonctionnement de l'installation.

Article 5 – Connaissance des lieux

Le Titulaire est réputé, par le fait même de son offre au marché, avoir pris connaissance de la nature, de l'étendue et de l'emplacement des travaux ainsi que des conditions générales et locales d'intervention.

Les **visites sur sites** ne sont pas obligatoires mais **fortement recommandées** afin de vérifier les données techniques (exemple : caractéristiques techniques ...).

Le nombre d'extincteurs, RIA, est susceptible d'évoluer en cours d'exécution du marché. Le cas échéant, il donne lieu à un avenant conclu, suivant les dispositions du CCAP avec le ou les établissements concernés.

Article 6 – Obligations du titulaire

- Les interventions susceptibles d'entraîner des difficultés (toutes les interventions hors maintenance), doivent scrupuleusement respecter une procédure, à savoir :
 - Fourniture d'un devis relatif aux travaux curatifs à entreprendre,
 - Validation des travaux et planning par le service patrimoine et le responsable de l'établissement,
 - Respect des préconisations.
- Toute anomalie, constatée au cours d'une visite, susceptible de présenter un danger grave ou imminent doit être, immédiatement signalé.
- Le titulaire doit prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel, du personnel et des usagers de chacun des établissements.
- Le titulaire s'engage, pour lui-même et pour chacun de ses agents, sur les **obligations de discrétion, de respect de la vie privée des personnes hospitalisées ou résidentes** dans chacun des établissements de l'UGECAM.
- Le personnel du titulaire devra être revêtu d'une **tenue professionnelle marquée** au nom de l'entreprise.

Article 7 – Modalités de réalisation des prestations

- Le planning prévisionnel des interventions dans les différents établissements devra être transmis à la Direction régionale de l'UGECAM Alsace entre le **01 Janvier au 28 Février** de chaque année.
- Les prestations devront être réalisées sur la **période du 01 Mars au 30 Novembre** au plus tard de chaque année.
- Un plan de prévention relatif aux risques encourus sur le lieu d'intervention doit être établi conjointement par les deux parties, avant toute première intervention. A l'issue de l'intervention, le personnel du Titulaire a obligation de signer le cahier de sécurité de l'établissement dans lequel il est intervenu.
- Toute modification de planning devra faire l'objet d'une information **la semaine précédent la date d'intervention** (au minimum).
- **L'arrivée et le départ** de chaque intervenant **devra être signalé** systématiquement à **l'accueil** lors de chaque visite. Le démarrage d'une **prestation** dans un établissement sera mené à son terme **sans discontinuité**.
- A l'issue de la visite, **un émargement sur le registre de sécurité** disposé à l'Accueil, sera réalisé par l'intervenant.
- Mise à jour du livret d'entretien,

- Le personnel du Titulaire doit obligatoirement et en permanence être porteur d'un badge ou assimilé, sur lequel sont précisé : la raison sociale du Titulaire et l'identité de l'agent avec sa photo.
- L'entretien préventif des installations doit être effectué pendant les heures de présence des services techniques de l'établissement. La période d'intervention est définie selon le principe suivant : les dates et heures exactes de chaque intervention doivent être fixées d'un commun accord entre Le responsable maintenance DR et le Titulaire, elles sont confirmées par courrier, courriel.
- Respect du livret d'accueil des prestataires (annexe 1 au CCTP)

Les opérations de maintenance seront exécutées conformément aux exigences des normes énumérées à l'article 3 du présent CCTP, sur les intervalles de maintenance règlementaires, à savoir :

Extincteurs :

- Une maintenance annuelle
- Une maintenance additionnelle approfondie à 5 ans et 15 ans
- Une révision en atelier décennale (**cette révision est remplacée par la mise en place d'un extincteur neuf**)

RIA :

- Une maintenance annuelle

Colonnes sèches :

- Une maintenance annuelle
- Une maintenance approfondie quinquennale

Poteaux Incendie :

- Une maintenance annuelle
- Débit + pression

■ Après chaque passage dans un établissement, il sera transmis à la Direction Régionale de l'UGECAM Alsace :

- La facture de la prestation (une par établissement) et son annexe dans le cas de l'application d'une révision de prix,
- La feuille d'intervention indiquant les actions réalisées
- **Un rapport de préconisation** (tableau sur format Excel) comprenant : l'établissement – le service et le niveau de l'observation – l'observation avec un numéro – une qualification du degré d'urgence – un devis correspondant.

■ **La mise en recouvrement de la facture sera réalisée à réception de l'ensemble des éléments définis ci-dessus.**

■ En cas de non respect des délais et dispositions ci-dessus, le titulaire pourra être soumis aux pénalités stipulées dans le l'Art. 14 du CCAP.

Article 8 – Opération de maintenance préventive

Les maintenances préventives concernent :

- Extincteurs
- Robinets d'Incendie Armés
- Colonnes sèches
- Poteaux d'incendie

L'ensemble des prestations mentionnées dans ce marché seront réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur. Le titulaire est réputé avoir une connaissance exhaustive des normes et réglementations.

Le marché comprend le rechargement éventuel de l'appareil, le remplacement forfaitaire des pièces autant que de besoin, telles que les joints, les scellés de sécurité, la fixation des supports des extincteurs si nécessaire, etc, la mise en place d'une affichette "Extincteur" à l'emplacement de l'appareil si elle n'existe pas, le rôle de conseil sur l'emplacement et sur l'adéquation du matériel installé aux risques existants.

Le prix comprend la maintenance additionnelle approfondie à 5 ans

Le titulaire, lors des visites, vérifiera si les extincteurs sont positionnés correctement, en nombre suffisant et appropriés aux risques. Il contrôlera également leur fixation et leur repérage.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue de l'entretien normal dans le respect des règles.

Suite à un sinistre, du vandalisme ou à du vol, les réparations, remplacements, seront régularisées par un bon de commande suivant le BPU.

A l'issue des opérations de maintenance, le titulaire du marché rédigera un rapport d'intervention attestant de son intervention, stipulant le matériel concerné, sa localisation et la date de son intervention.

Sur ce rapport, figurera les préconisations éventuelles du titulaire pour les équipements qui présenteraient des non conformités constatées lors de la maintenance, en les classant par ordre d'importance, et suggérera les solutions les mieux adaptées pour y remédier. Un devis détaillé de mise en conformité sera transmis au responsable du marché.

Le titulaire, après avoir effectué la maintenance d'un extincteur, doit signer et dater la fiche de maintenance se trouvant sur l'appareil contrôlé. Les opérations correctives sont effectuées lors de la visite de contrôle sur le site après constat de la défaillance.

Le représentant du titulaire doit disposer dans son véhicule du matériel et de l'équipement courant devant lui permettre de mener à bien les opérations de maintenance corrective sur le site.

Les équipements ne pouvant être réparés le jour même sur place, seront traités en atelier, puis remis en place dans un délai maximum de 48 heures, un appareil équivalent appartenant au titulaire étant mis en service provisoirement en substitution. Le déplacement, dans ce cas, sera à la charge du titulaire.

En complément, des éléments définis ci-dessous, le mode opératoire détaillé des opérations de maintenance et de vérification, par type d'appareil (Extincteurs, RIA, colonnes sèches, Poteaux d'incendie), sera joint dans le cadre du mémoire technique en réponse.

A – Extincteurs

**La révision décennale en atelier pourrait être remplacée par la mise en place d'extincteurs neufs.
La solution financière la plus avantageuse sera retenue.**

A1 Extincteurs à eau

- Démontage de la tête
- Retrait du joint et vérification
- Dégraissage et nettoyage des organes de serrage
- Démontage et pesage de la bouteille de chasse, vérification de la date de péremption et remplacement si nécessaire
- Démontage et vérification de la charge d'additif (date limite d'utilisation indiquée par le fabricant)
- Dégoupillage du dispositif de percussion, vérification du libre fonctionnement de l'aiguille et de l'état du ressort
- Vérification de l'état général de la canne plongeante
- Vérification de l'état général du flexible notamment au niveau de la fixation sur la tête de l'appareil et de la poignée de mise en œuvre (ressort et queue de détente)
- Vérification de l'état général du diffuseur
- Vidange de la cuve
- Vérification de l'aspect externe et interne
- Vérification de la date de passage aux mines
- Remplissage de la cuve
- Remise en place du dispositif de percussion et de la goupille de sûreté
- Remise en place ou remplacement de la bouteille de chasse
- Remise en place ou remplacement de la charge d'additif
- Remise en place ou remplacement du joint
- Remise en place de la tête sur l'appareil et graissage des organes de serrage
- Mise en place d'un nouveau plomb/ fil de garantie
- Nettoyage de l'appareil
- Mise en place d'un étiquetage comprenant le nom du prestataire, la date de vérification, la nature de l'opération effectuée, la signature de l'agent
- Remplacement ou mise en place d'une numérotation conforme à l'existant ainsi que de la signalétique réglementaire

A2 Extincteurs à poudre

- Démontage de la tête
- Retrait du joint et vérification
- Dégraissage et nettoyage des organes de serrage
- Démontage et pesage de la bouteille de chasse, vérification de la date de péremption et remplacement si nécessaire
- Dégoupillage du dispositif de percussion, vérification du libre fonctionnement de l'aiguille et de l'état du ressort
- Vérification de l'état général de la canne plongeante
- Vérification de l'état général du flexible notamment au niveau de la fixation sur la tête de l'appareil et de la poignée de mise en œuvre (ressort et queue de détente)
- Vérification de l'état général du diffuseur
- Vidange de la cuve
- Vérification de l'aspect externe et interne
- Vérification de la date de passage aux mines
- Détassage et tamisage de la poudre
- Remplissage de la cuve
- Remise en place du dispositif de percussion et de la goupille de sûreté
- Remise en place ou remplacement de la bouteille de chasse
- Remise en place ou remplacement du joint
- Remise en place de la tête sur l'appareil et graissage des organes de serrage
- Mise en place d'un nouveau plomb/ fil de garantie
- Nettoyage de l'appareil
- Mise en place d'un étiquetage comprenant le nom du prestataire, la date de vérification, la nature de l'opération effectuée, la signature de l'agent.
- Remplacement ou mise en place d'une numérotation conforme à l'existant ainsi que de la signalétique réglementaire
- Consigner la vérification sur le registre de sécurité

A3 Extincteurs à CO2 :

- Nettoyage et pesée de l'appareil
- Vérification de l'état général du tromblon et/ ou Vérification de l'état général du flexible notamment au niveau de la fixation sur la tête de l'appareil
- Vérification de l'aspect externe de la cuve
- Vérification du manomètre de pression si existant
- Vérification de la date de passage aux mines
- Mise en place d'un étiquetage comprenant le nom du prestataire, la date de vérification, la nature de l'opération effectuée, la signature de l'agent
- Remplacement ou mise en place d'une numérotation conforme à l'existant ainsi que de la signalétique réglementaire
- Consigner la vérification sur le registre de sécurité

B – Robinets d'Incendie Armés

- Etat extérieur
- Déroulement du tuyau
- Mise en eau
- Vérification des joints
- Manœuvre du robinet
- Prise de pression statique et dynamique
- Calcul du débit
- Nettoyage
- Rédaction du rapport

C – Colonnes sèches

- Vérifier le bon état général de l'installation
- S'assurer de l'existence des bouchons de fermeture et chainettes
- Contrôle et entretien des purges de colonne
- Contrôler le fonctionnement de la robinetterie ainsi que l'état des joints, etc...
- S'assurer du libre accès aux raccords d'alimentation et aux prises d'incendie
- Vérifier la signalisation
- "Procéder à des essais minutieux en charge (pression et débit)

D – Poteaux d'incendie

- Vérifier le bon état général de l'installation
- Contrôler le fonctionnement de la robinetterie ainsi que l'état des joints, etc...
- Contrôle de l'étanchéité des joints
- Remplacement des pièces défectueuses
- Le dégorgement du poteau
- Relevé de la pression statique
- Relevé de la pression dynamique et du débit
- Fourniture du certificat de calibration de l'appareil de mesure
- Remise d'un rapport détaillé, comprenant :
 - Numéro du poteau
 - Emplacement
 - Sections
 - Pressions et débits
 - Observations
- Consigner la vérification sur le registre de sécurité

Article 9 – Opération de maintenance curative

Ces prestations devront faire l'objet d'un devis et de l'émission d'un bon de commande systématiquement avant la mise en œuvre de la prestation.

Le remplacement d'un extincteur par un modèle neuf s'effectue après constat lors des visites de maintenance de la nécessité de mise en réforme de l'appareil.

L'ensemble des prestations curatives, devront faire l'objet d'un devis et de l'émission d'un bon de commande systématiquement avant la mise en œuvre de la prestation.

Les prestations sont rémunérées à partir du bordereau de prix unitaires des principales fournitures, remis par le titulaire lors de son offre.